

## Une résolution de l'Onu attendue la semaine prochaine

**NEW YORK (AFP) - Les Etats occidentaux, devant le refus de l'Iran de geler son programme d'enrichissement d'uranium, préparent pour la semaine prochaine une résolution au Conseil de sécurité de l'Onu qui placerait Téhéran sous la contrainte légale de se plier à cette demande.**



Le Conseil de sécurité de l'ONU, le 28 avril 2006 à New York (© AFP - Stan Honda)

Dans son rapport de huit pages remis vendredi aux membres du Conseil, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) relève que Téhéran n'a pas suspendu ses activités d'enrichissement d'uranium et ne coopère pas entièrement avec les inspecteurs onusiens.

"Il est clair que l'Iran n'a rien fait pour se plier aux résolutions de l'AIEA", a réagi vendredi l'ambassadeur américain aux Nations unies, John Bolton, devant la presse. "Les Etats-Unis sont prêts à agir au sein du Conseil de sécurité en faveur d'une résolution sous le Chapitre VII qui contraindra l'Iran à se soumettre aux résolutions de l'AIEA".

Le chapitre VII de la Charte de l'Onu, invoqué dans les cas de menaces à la paix et à la sécurité internationale, est contraignant et peut éventuellement ouvrir la porte à des sanctions voire en dernier ressort à une action militaire.

Cette présente résolution sur l'Iran ne fera cependant pas référence dans l'immédiat à des sanctions.

Elle "rendra tout simplement contraignantes les obligations déjà imposées à l'Iran par de précédentes résolutions de l'AIEA," a dit John Bolton. "Cette résolution en elle-même ne dictera pas ou ne présagera pas une action future. Nous renvoyons simplement la balle dans le camp de l'Iran".

Selon l'ambassadeur britannique Emyr Jones Parry, le texte pourrait être présenté au Conseil "dès le milieu de la semaine" prochaine.

Mais "c'est une approche calibrée qui est réversible," a-t-il insisté. "Si l'Iran est prête à se soumettre entièrement aux souhaits de la communauté internationale, alors la prochaine étape (de possibles sanctions, ndlr) ne suivra pas. Nous reviendrions à des négociations, ce que nous préférons".

La Chine a cependant une nouvelle fois exprimé vendredi sa réticence à cette initiative.

"Invoquer le chapitre VII compliquerait (les choses) et ses implications conduiraient les événements vers une direction incertaine", a dit l'ambassadeur Wang Guangya. "Ce ne serait pas du tout la fin des résolutions, ce serait le début d'une série de résolutions".

"Tout ce que nous voulons c'est oeuvrer pour une issue diplomatique", a-t-il ajouté. "Parce qu'il y a déjà beaucoup de problèmes dans cette région et nous ne devrions pas faire quoi que ce soit qui compliquerait encore la situation."

Téhéran rejette les accusations des Etats-Unis et des pays européens, qui soupçonnent le pays d'utiliser son programme d'enrichissement d'uranium à des fins militaires et non civiles.

Pour l'instant, il n'est pas question de sanctions, les Occidentaux restant prudents sur le sujet, tandis que la Russie et la Chine, qui ont d'importants intérêts économiques en Iran, s'opposent à toute démarche drastique de ce type.

Le porte-parole du département d'Etat américain, Sean McCormack, relevait, il y a deux semaines, que plusieurs options étaient envisageables pour sanctionner l'Iran: gel des biens, restrictions dans la liberté de circulation des membres du régime, par exemple.

Les Occidentaux sont également prudents quant à des sanctions qui pourraient affecter le peuple iranien.

Les responsables de la diplomatie des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus l'Allemagne, devraient en discuter lors d'une réunion à Paris mardi.